



**HAL**  
open science

## Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie

Félix Blanc

► **To cite this version:**

Félix Blanc. Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie. Rhétorique démocratique en temps de crise, Jan 2011, Nice, France. hal-03447482

**HAL Id: hal-03447482**

**<https://hal.science/hal-03447482>**

Submitted on 24 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le péril imminent : ressource ou limite de la démocratie

Félix Blanc

Doctorant en études politiques, CESPRA (EHESS), IRSEM  
fb.blanc@gmail.com

L'usage répété du mot « crise » ne doit pas faire oublier sa polysémie, héritière d'emplois et de redéfinitions que certains philosophes se sont essayés à circonscrire. Peut-être pourra-t-on par cette généalogie en apprécier le caractère permanent ou imminent, réel ou fantasmé, et maintenir ainsi une position critique seule à même d'en conjurer la fascination.

Barack Obama, Claude Lefort, crise, démocratie, Hannah Arendt, péril imminent, sens commun, Thomas Paine

Barack Obama, Claude Lefort, common sense, crisis, democracy, Hannah Arendt, imminent danger, Thomas Paine

Crises financière, sociale, environnementale, ou encore politique, ce sont autant de qualifications qui, loin d'être l'*ultima ratio* des orateurs contemporains, sont déclinées à la moindre alerte. Le recours à ce terme, systématiquement employé, rarement défini, est-il le signe d'une « crise » plus profonde qui surgit de manière protéiforme, traduisant sous ses multiples facettes le naufrage d'une civilisation ? Ou bien confirme-t-il simplement la force persuasive et l'efficacité politique d'un lieu commun, dont l'invocation seule suffirait à emporter l'adhésion immédiate d'un auditoire et à justifier des politiques d'exception destinées à « prendre la mesure des circonstances » ? Pour comprendre l'usage contemporain de ce terme, et rendre compte de sa portée, il est nécessaire de l'envisager dans l'histoire longue de sa sémantique. Claude Lefort apporte une contribution importante à l'analyse du concept de crise, préalable nécessaire à l'analyse de ses usages rhétoriques contemporains. Après avoir dressé le tableau de « l'imaginaire » de la crise de « notre temps », nous montrerons qu'à deux siècles de distance, Thomas Paine et Barack Obama ont mobilisé une acception de la crise qui tranche avec un tel imaginaire. Nous distinguerons donc, dans cette communication, quatre usages du mot crise : comme situation sans précédent, comme perte du sens du sens commun pour appréhender la réalité du monde, comme critique permanente des fondements de la démocratie, comme péril imminent menaçant une communauté politique.

Claude Lefort diagnostique dans « l'imaginaire de la crise » ce qu'il nomme la « crise de notre temps », aboutissement d'une crise de civilisation, dont les effets dévastateurs se sont manifestés avec violence au cours du vingtième siècle.<sup>1</sup> Il fait une analyse détaillée et stimulante du concept de crise et discute les thèses d'Hannah Arendt, selon lesquelles nous serions dans une situation *sans précédent*, pleine d'incertitudes, étrangère à toute tradition. Cette situation, pour Arendt, serait le résultat d'une perte des repères traditionnels que constituait, dans l'empire romain et chrétien, l'autorité.<sup>2</sup> La modernité, au contraire, se caractériserait par l'émergence d'une incertitude permanente, sourde et étrange, dans laquelle il faudrait constamment s'orienter pour redéfinir la signification d'une communauté politique essentiellement provisoire. L'incertitude du « temps présent » s'expliquerait par l'émergence d'une nouvelle acception du terme de « crise », comme *émergence du nouveau*, et par la *perte du sens commun* à l'âge de la science comme technique de domination de la nature.

---

<sup>1</sup> C. LEFORT « L'imaginaire de la crise », dans *Le Temps présent. Ecrits 1945-2005*, Paris, Belin, 2007

<sup>2</sup> H. ARENDT « Qu'est-ce l'autorité ? », in *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, p. 121

## La crise comme situation sans précédent

Selon un premier sens, la crise de notre temps prend racine dans une *rupture* avec la tradition effectuée au nom d'une violence originaire et révolutionnaire capable d'instituer un nouvel ordre politique. Ce sens se retrouve, de manière inaugurale, dans les discours de Saint-Just et de Robespierre, qui renouvelle le terme de « révolution » comme rupture et mise en place d'un ordre politique entièrement nouveau, par opposition à l'acception classique du terme comme retour cyclique, quasi biologique, des mêmes formes politique. En effet, dans l'Antiquité, le mot « crise » renvoie prioritairement à son acception hippocratique, et désigne ce moment particulier où un organisme peut recouvrer la santé ou dégénérer. Selon Hippocrate, dont la médecine a pour ambition de substituer aux causes divines des explications physiologiques, les crises sont le résultat d'un déséquilibre des humeurs et sont symptomatiques de l'état de santé d'un organisme, selon qu'il s'éloigne ou se rapproche du rétablissement de l'équilibre antérieur.<sup>3</sup> Ces symptômes présentent donc une certaine régularité et il revient au médecin d'identifier quels types de régimes permettront au corps humain de recouvrer naturellement la santé. Cette acception médicale a été à l'origine d'une acception « naturaliste » de la crise politique comme instant décisif dans le développement et la dégénération des régimes politiques. Elle n'aurait été transférée dans le domaine politique de manière systématique que dans l'époque moderne, comme l'a montré Reinhard Koselleck.<sup>4</sup> Mais l'imaginaire des Révolutions anglaise, américaine et française s'organise surtout autour d'une modification radicale du concept de crise. Le mot « crise » désigne alors, selon Hannah Arendt, l'avènement possible du *nouveau*, l'ouverture d'un espace pour l'agir humain comme arrachement à la nécessité biologique. Cette conception serait à l'origine du sens moderne du terme de « révolution » comme *rupture radicale*.

Le paradoxe de la « crise », ainsi entendue, est qu'elle ouvre à la fois un « abîme » qu'aucune tradition ne peut éclairer et un espace de liberté sans précédent. Comme l'écrit Claude Lefort : « Cette crise ne signifie pas la fin d'une tradition, mais la fin de toute tradition. C'est en ce sens qu'elle devient la crise de l'humanité, et porte la chance – si minime soit-elle – d'un changement sans précédent, dont on ne saurait prendre la mesure à nous souvenir, par exemple, de la Révolution américaine ou de la Révolution française, quoique l'une et l'autre aient un moment rendu plein sens à l'action ». La crise est ainsi l'occasion d'une histoire entièrement nouvelle,

---

<sup>3</sup> HIPPOCRATE, *Affections*, Littré, VI, 1849, 216, 4 : « Il y a crise (*krinesthai*) dans les maladies, quand elles augmentent, s'affaiblissent, se transforment en une autre maladie ou se terminent. » et dans *Airs, eaux, lieux*, Littré, II, 1840, 52, 6-8 : « Les maladies se jugent (*krinetai*) surtout dans ces jours-là : les unes causent la mort, d'autres cessent, et toutes les autres se modifient pour prendre une autre forme et une autre constitution. »

<sup>4</sup> R. KOSELLECK, *Geschichtliche Grundbegriffe. Lexikon zur politischen Sprache in Deutschland* (1982) : Il y montre comment, aux dix-septième et dix-huitième siècle, « les deux moments du jugement et du diagnostic ainsi que d'une recommandation thérapeutique passent du langage médical dans celui de la politique...La notion de crise rétrécit alors la marge d'action à une situation de contrainte, dans laquelle les acteurs ne peuvent opter que pour des alternatives totalement opposées. » (625 et sq.) Selon lui, la première occurrence d'une application du terme médical de crise au corps politique et à ses organes apparaît en 1627, dans le contexte de la lutte entre la couronne anglaise et le parlement : « This is the Chrysis of Parliaments ; we shall know by this if parliaments life or die » (B. Rudyard, cité par Koselleck, 1982, 620).

Il faut bien avoir conscience que le terme de crise est très peu employé dans l'Antiquité dans son acception politique. Pour une excellente synthèse des usages du mot crise chez les Anciens, je vous renvoie à l'article de Jacques Jouanna « Causes et crises chez les historiens et les médecins de l'époque classique », dans *Fondements et crises du pouvoir*, CNRS, 2001, pp. 217-235. Il y montre que le terme « *krisis* » n'avait pas chez les médecins hippocratiques le sens péjoratif qu'il revêt aujourd'hui. Ce terme désigne un moment significatif dans l'évolution des maladies. La notion de crise n'a par ailleurs pas été utilisée par les historiens romains, chez qui la notion de cause (*aitia*), empruntée sera en revanche essentielle.

d'une histoire placée sous le signe de la liberté. Ainsi, d'après Condorcet, le mot « révolutionnaire » ne peut s'appliquer qu'aux révolutions dont la liberté est le but ».<sup>5</sup>

Mais dans le même temps, pour Hannah Arendt, la Révolution française aurait donné lieu à un discours du « flot démocratique » emportant avec lui les repères de la tradition.<sup>6</sup> La révolution devient alors « crise permanente », absence de fondement politique, et sert de justification à un état d'exception auquel il n'est plus possible de mettre un terme sans intervention extérieure. Et Arendt de citer Robespierre qui, pour justifier la Terreur, parle de « tempête révolutionnaire » et de « marche de la Révolution ».<sup>7</sup> Ne fait-il alors rien d'autre qu'utiliser la force de mobilisation du concept de crise comme libération permanente, arrachement à un ordre ancien ? Ne devient-il pas alors incapable, comme le dit Arendt, d'instaurer durablement la liberté, après avoir provoqué avec succès un mouvement de libération ? Ces lectures de la Révolution française mériteraient une discussion à part entière, tant elles engagent avec elles notre compréhension du terme même de « révolution ».<sup>8</sup> Quoi qu'il en soit, selon ce premier sens de la crise, il est possible de comprendre aussi bien l'espoir politique suscité par son apparition que la méfiance qu'elle suscite lorsqu'elle sert à justifier la ruine permanente des institutions et le pouvoir de l'arbitraire.

## La crise comme perte du sens commun

Selon un second sens du mot « crise » développé dans la pensée d'Hannah Arendt, on assiste, avec l'avènement de la science expérimentale, à la « perte du sens commun ». Résultat de la rupture entre le raisonnement et l'expérience sensible, elle a été diagnostiquée par Husserl dans *La crise de la conscience européenne* (1935-1936), et manifeste la rupture, propre à notre modernité, entre science et expérience quotidienne du monde. On retrouve cette thèse chez Hannah Arendt dans *La Condition de l'homme moderne* (1958) et dans *La Crise de la Culture* (1961), où il est écrit, dans l'essai « La tradition et l'âge moderne » : « Depuis la naissance de la science moderne dont l'esprit s'exprime dans la philosophie cartésienne du doute et de la défiance, le cadre conceptuel de la tradition n'a plus été assuré ».<sup>9</sup> Ainsi, le danger du pouvoir démiurgique de l'homme moderne résiderait dans une incapacité grandissante à *dire* le monde, à *nommer* les choses dont nous nous entourons et que nous produisons nous-mêmes. Les progrès de la science, loin de donner du sens à notre univers, comme le promettaient les éclairés de l'humanité, les porteurs du flambeau de la vérité, plongeraient progressivement le monde dans les ténèbres. Une position qui s'inspire également des thèses de Heidegger sur la technique comme expression d'une rationalité entièrement consacrée à dominer et à utiliser la nature.<sup>10</sup>

Cette position philosophique sur la crise de la science moderne peut donner lieu, poussée à son paroxysme, à une rhétorique « catastrophiste » aux conséquences politiques dangereuses. Ainsi, dans *Le Principe responsabilité* (1979), Hans Jonas réinvente une éthique de la responsabilité destinée à prendre la mesure de la menace permanente que fait peser le pouvoir technoscientifique sur notre existence même en tant qu'espèce. Pour y remédier, il n'est d'autre solution que de tenir compte des conditions de vie des générations futures dans nos modes de vie comme dans nos politiques publiques. Fasciné par le pouvoir incitatif de la « peur d'un

---

<sup>5</sup> Condorcet, « Sur le sens du mot *révolutionnaire* », in *Œuvres*, 1847-1848, vol. XII.

<sup>6</sup> H. Arendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985

<sup>7</sup> *ibidem*, p. 67 : ces citations de Robespierre sont extraites d'un discours de Robespierre prononcé le 17 novembre 1793 à la Convention Nationale.

<sup>8</sup> Voir K.M.BAKER, *Au tribunal de l'opinion. Essai sur l'imaginaire politique au 18<sup>e</sup> siècle*, Paris, Payot et Rivages, 1993

<sup>9</sup> H. ARENDT, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, p. 56

<sup>10</sup> M. HEIDEGGER, *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard, 1958

cataclysme imminent », il défend l'idée d'une religion apocalyptique orchestrée par un Etat autoritaire, véhicule salutaire d'un « beau mensonge » à destination des masses, dans la plus pure tradition platonicienne. Pour Jonas, la domination de la nature par l'homme a atteint un niveau tel que ses conséquences pour l'avenir de l'humanité pourraient devenir irréversibles. Le catastrophisme contemporain ne serait donc pas à imaginer dans une explosion ultime qui anéantirait, en un seul instant, la planète et ses habitants, même s'il reconnaît que l'utilisation de la bombe atomique a « mis en mouvement la pensée en direction d'un nouveau type de questionnement, mû par le danger que représente pour nous-mêmes notre pouvoir, le pouvoir de l'homme sur la nature ». Ce qui l'inquiète le plus, nous dit-il, « c'est l'usage pacifique quotidien que nous faisons de notre pouvoir [technologique] et sur lequel repose toute notre existence civilisée », une pensée terrifiante qui explique pourquoi il estime que, dans notre monde contemporain, « l'apocalypse rampante » est plus dramatique que « l'apocalypse brusque et brutale ».<sup>11</sup>

On voit donc que le concept de crise peut s'analyser à grands traits en deux acceptions principales : l'une fait signe vers l'idée majeure de « révolution » qui peut dégénérer en rhétorique de la « révolution permanente », justifiée au nom d'une menace irréductible ; l'autre fait signe vers la « perte du sens commun » qui peut dégénérer en catastrophisme du quotidien. Claude Lefort dresse donc en quelques pages un tableau saisissant de cette *crise de notre temps* dont Hannah Arendt aurait perçu, la première, les effets les plus dévastateurs. Ses thèses sont devenues, selon lui, un véritable *lieu commun* et, loin d'avoir perdu de leur actualité, n'ont fait que rendre plus intelligibles, paradoxalement, les crises du monde contemporain. Il existe donc désormais une tradition du *sans précédent*, un « imaginaire de la crise », dont les jalons ont été posés, par exemple, par Paul Valéry, dans *La Crise de l'esprit* (1924), ou par Reinhart Koselleck, dans *Le Règne de la critique* (1959).

## La crise comme « incertitude dernière de la démocratie »

Après avoir effectué une telle généalogie, dont il souligne bien évidemment les défauts et les manques, Claude Lefort conclut à l'unité des discours de la crise de ces penseurs, qui consiste en une « commune fascination de la crise » (*op.cité*. p. 934). Or la focalisation des penseurs européens, de Valéry à Arendt, en passant par Husserl et Heidegger, sur la « crise de la civilisation ou de l'humanité » comme perte irrémédiable de l'« esprit », ne doit pas rendre aveugle aux « combats qui ont eu pour enjeu la conquête des droits individuels, civils et politiques ». Il faut donc élaborer un discours de la résistance et de la critique permanente, un véritable « contre discours » sans lequel notre civilisation risquerait de sombrer définitivement.

« Ne faut-il pas se demander si la dramatisation d'une crise finale de l'humanité est seulement suscitée par la vision du déchaînement de la technique ? Il me semble qu'elle dérive aussi de la répugnance qu'inspire – à des penseurs du 19<sup>ème</sup> siècle, déjà, et davantage à des penseurs de l'entre-deux guerres et à des contemporains – une forme de société dans laquelle les hommes tolèrent de vivre à l'épreuve d'une incertitude dernière. Il leur paraît inconcevable qu'on renonce à l'idée que les fondements de l'ordre social doivent être à l'abri de la critique ; inconcevable que l'incertitude puisse être autre chose qu'une maladie de la civilisation, qu'elle entretienne le désir de liberté au milieu des orages ».<sup>12</sup>

Face au discours de la maladie, de la crise finale, qui relève presque de la « paranoïa du despote » – qui souhaite, comme le disait Canetti dans *Masse et puissance* (1960), l'extermination du plus grand nombre possible pour se savoir « le survivant » – il faut révéler

<sup>11</sup> Hans Jonas, *Esprit*, mai 1991, pp. 10-11

<sup>12</sup> Claude Lefort, *op.cité* p. 936

l'existence d'un autre discours, porteur d'une charge positive de résistance et de liberté, un discours qui rende possible « le désir de liberté au milieu des orages », un discours qui fasse de la critique politique permanente la garantie de la vitalité démocratique.

En laissant ouverte la possibilité d'un discours qui ne soit emprunt ni de révolution permanente, ni de catastrophisme, d'un discours de l'incertitude dernière des fondements de nos sociétés, Claude Lefort fait une place à un usage positif du concept de crise, à un usage proprement critique, et rejoint par là l'origine même du mot crise, dérivé du verbe grec *krinein*, juger, passer au crible, mais aussi décider.

## La crise comme mise à l'épreuve : de Thomas Paine à Barack Obama

Mais pour illustrer ce discours de la « liberté au milieu des orages », Claude Lefort livre une analyse très brève d'un texte de Thomas Paine, *The Crisis*, qui inaugure une autre tradition possible de la *crise de notre temps*. Il est constitué de seize discours publiés du 23 décembre 1776 au 19 avril 1783 dans le *Pennsylvania Journal* mais destinés prioritairement à être lus aux soldats – certains d'entre eux furent mêmes prononcés devant les armées avant d'être publiés. Ils sont ainsi fortement marqués par les péripéties de la guerre d'indépendance. Pourtant, Claude Lefort relie la publication de cette brochure à « l'angoisse de la crise (...) répandue au cours des années 1780, c'est-à-dire dans la période où l'enthousiasme suscité par la création des parlements du peuple céda à un doute sur la possibilité d'édifier des institutions républicaines durables » (p.923). Le sentiment de crise partagé par Thomas Paine et les par les révolutionnaires américains s'expliquerait par la lente mise en place, entre 1776 et 1787, du régime républicain, fragilisé par des incertitudes et des doutes sur les fondements mêmes de la société politique.<sup>13</sup> Mais cette interprétation, si elle rend compte des enjeux constitutionnels américains de la fin du dix-huitième siècle, laisse dans l'ombre la destination véritable de ces discours de Thomas Paine, leur enjeu immédiat, auxquels ils répondaient avant toutes autres considérations. Ils avaient en effet pour fonction principale de communiquer dans les rangs des armées le sentiment de l'*instant décisif* qu'était la guerre d'indépendance, et de remobiliser les « citoyens en armes » dans un moment d'incertitude militaire sur l'issue du combat qui opposait les indépendantistes aux loyalistes. Circulant sous des formes diverses, reproduits par la presse, ces discours étaient largement connus et appréciés du grand public.<sup>14</sup> Georges Washington et de nombreux membres du Congrès furent ainsi persuadés par ces discours, au point d'allouer à Paine une rente annuelle afin qu'il continue à « informer le peuple et à l'inciter à l'action ».

Le premier discours notamment, qui paraît le 19 décembre 1776, s'inscrit dans un climat de démoralisation générale, les troupes américaines ayant essuyé, quelques mois auparavant, une cuisante défaite à Long Island. L'armée bat en retraite durant l'automne, et se replie en quelques semaines vers Philadelphie où règne la plus grande confusion. Ce discours fit sensation ; Washington ordonna à tous ses caporaux de le lire à leurs subordonnés la veille de Noël. Les victoires que connut l'armée américaine dans les jours qui suivirent la diffusion de ces discours consacrèrent la renommée de Thomas Paine. Ce discours est donc *engagé* dans l'urgence militaire d'une situation de défaite imminente et se distingue donc, par sa destination pratique, des discours littéraires et philosophiques qui font état d'une crise permanente consubstantielle à

---

<sup>13</sup> Cette interprétation s'appuie sur l'ouvrage magistral de G. WOOD, *La création de la république américaine*, Paris, Belin, 1991

<sup>14</sup> Voir A.O.ALDRIDGE, *Thomas Paine's American Ideology*, Newark, University of Delaware Press, 1984, pp. 240-253 ; B.VINCENT, *Thomas Paine ou la religion de la liberté*, Paris, Aubier, 1987, pp. 82-96.

la société industrielle et démocratique. Il révèle un autre « lieu commun » de la crise comme moment décisif, où est mise à l'épreuve la capacité d'un individu ou d'une communauté politique à surmonter une menace imminente. Déjà présent dans le concept médical, il se colore d'une connotation religieuse propre aux prédications des Quakers, que Thomas Paine maîtrisait à la perfection, comme le montre le passage suivant :

« Voici venir, pour l'âme des hommes, le temps des épreuves. » (« These are the times that try men's souls »).<sup>15</sup>

Et plus loin :

« Que le monde futur sache qu'au cœur de l'hiver, lorsque seuls l'espoir et la vertu pouvaient survivre, la ville et le pays tout entier, alarmés par un danger commun, se sont avancés pour y faire face et le repousser. » (*ibid.*, p. 187).

On retrouve dans ce court extrait l'injonction biblique « montrez votre foi par vos œuvres », à peine retraduite dans le langage politique. Mais cette rhétorique de l'épreuve morale est ici mise au service de la mobilisation des citoyens dans l'instant décisif de la guerre d'indépendance, qui doit révéler, comme un jugement dernier, la vraie nature de chacun. On retrouve dans ces discours un sens de la crise comme jugement, mise à l'épreuve. Mais elle n'a pas le sens que lui prêtait Claude Lefort puisqu'elle n'est pas mise au service d'une *critique permanente* des fondements politiques. S'y retrouve davantage l'idée d'un jugement de la conscience des citoyens, d'une mise à l'épreuve de leur patriotisme, dont le ressort est manifestement religieux. Thomas Paine mobilise donc les ressources rhétoriques de la « destruction imminente » pour renforcer l'adhésion des soldats autour d'un projet politique, l'indépendance et l'unité des Etats-Unis, et ne cherche en aucune façon à susciter l'esprit critique et la vigilance des citoyens. Il se livre d'ailleurs à une étonnante psychologie sociale des peurs collectives :

« Il est étonnant de voir avec quelle rapidité la panique se propage dans un pays. Le phénomène est de toutes les nations et de toutes les époques. (...) Dans certains cas, les terreurs paniques ont cependant leur utilité et causent autant de bien que de dommages. Elles sont toujours de courte durée, l'esprit y mûrit vite et en sort plus affermi qu'auparavant. Mais leur avantage le plus singulier est qu'elles constituent la pierre de touche de la sincérité et de l'hypocrisie et mettent au jour ce qui autrement resterait à jamais ignoré de tous. (...) Elles passent au crible les pensées secrètes des hommes et les exposent publiquement à la face du monde » (*op. cit.*, p. 178-179).

« La peur commune est le maillon principal de notre chaîne d'amour mutuel, et malheur à l'Etat qui rompt le pacte » (*ibid.*, p. 191).

Thomas Paine souligne l'utilité des crises pour l'édification morale des esprits et insiste plus particulièrement sur leur fonction de « pierre de touche », de *mise à l'épreuve* des « pensées secrètes des hommes ». Les crises ont donc pour vertu de *rendre manifeste* ce qui serait sans elles demeuré caché ; elles rendraient ainsi possible une communauté politique moralement fondée. On voit donc à l'œuvre, dans cette rhétorique de la crise comme *mise à l'épreuve*, une théorisation de ses vertus morales et politiques. Ce lieu commun repose sur des emprunts religieux, sur une rhétorique de la *chaire*, dont les effets édificateurs sont ici militaires, et, par-delà, politiques, puisqu'ils ont pour ambition de circonscrire une communauté politique.

Par ailleurs, la crise comme *mise à l'épreuve* se meut dans le temps court de l'imminence, de la menace de mort violente, contrairement au temps long de la crise comme *perte du sens commun* ou comme *incertitude dernière*, que l'on trouvait chez Arendt et Lefort. On retrouve le sens hippocratique de la crise comme symptôme d'un organisme à la croisée des chemins. Mais il est recouvert, transformé, malgré une certaine permanence, par la dimension essentiellement religieuse de la rhétorique de Paine. D'autre part, la notion de crise s'est rétrécie chez Paine à une situation dans laquelle la marge d'action des acteurs politiques est si étroite qu'ils se retrouvent

---

<sup>15</sup> T.PAINE, *Le sens commun*, Paris, Aubier, 1983, p. 176

face à une alternative radicale les contraignant de juger dans l'urgence. Enfin, l'efficacité de cette rhétorique de mobilisation est spécifique à un contexte particulier, la guerre d'indépendance, qu'il faudrait bien se garder de passer sous silence, au risque d'occulter la destination essentiellement militaire de ce type de discours. Peut-être serait-il même étrange d'entendre une telle rhétorique de mobilisation, d'incitation et de mise à l'épreuve dans un contexte où la menace de catastrophe imminente apparaît improbable, ou, au moins, fort contestable. La crise comme mise à l'épreuve dans des moments de périls imminents est indexée par Thomas Paine à une situation d'urgence militaire propre à la guerre d'indépendance. Moment décisif, elle permet selon lui de « sonder l'âme des citoyens » mais ne peut en aucun cas être permanente et constitutive des sociétés démocratiques, comme le pense Claude Lefort. Elle est circonstanciée et passagère. Mais le poids qu'il fait porter à ces instants est tel que le destin de la démocratie semble dépendre du sacrifice des citoyens et de la pureté de leurs intentions et passe sous silence le travail permanent de critiques et de luttes qui sont au fondement d'un véritable régime démocratique.

Il est surprenant, étant donné l'usage strictement militaire de la rhétorique de Thomas Paine, que certaines formules de Thomas Paine soient explicitement citées par Barack Obama lors du discours d'investiture du 20 janvier 2009, alors qu'aucune « invasion imminente » ne pouvait raisonnablement être invoquée – à moins de considérer que la crise financière puisse être mise sur le même plan que la guerre d'indépendance. Barack Obama fait référence à Thomas Paine dans la péroraison, après avoir énuméré la longue liste des crises auxquels les Etats-Unis se trouvent être confrontés. Les Américains, dit-il ont su maintenir leur régime politique car ils sont demeurés fidèles aux idéaux de leurs ancêtres et de leur Constitution :

« Marquons donc ce jour du souvenir de qui nous sommes et de tout le chemin que nous avons parcouru. Dans l'année de la naissance de l'Amérique, dans les mois les plus froids, un petit groupe de patriotes se serrait près de feux de camps mourants sur les berges d'une rivière gelée. La capitale était abandonnée. L'ennemi avançait. La neige était teintée de sang. Au moment où le sort de notre révolution était le plus douteux, le père de notre nation a ordonné que l'on lise ces mots au peuple :

“Que le monde futur sache qu'au cœur de l'hiver, lorsque seuls l'espoir et la vertu pouvaient survivre, la ville et le pays tout entier, alarmés par un danger commun, se sont avancés pour y faire face et le repousser”.

Amérique, face à nos dangers communs, dans cet hiver de difficultés, bravons une fois encore les courants glacés, et affrontons les tempêtes qui surgiront. Que les enfants de nos enfants puissent dire que quand nous avons été éprouvés nous avons refusé que le chemin s'arrête, que nous n'avons pas rebroussé chemin ni faibli ; et qu'avec les yeux fixés sur l'horizon et par la grâce de Dieu, nous avons continué à porter ce formidable cadeau de la liberté pour le remettre aux générations futures ».<sup>16</sup>

Cette rhétorique de la « mobilisation » en temps de crise, face à un péril imminent, ne contient aucunement le thème de « l'incertitude dernière » de « notre temps ». Elle réitère au contraire les principes qui ont fait l'Amérique, au nom précisément d'une humanité qui « de génération en génération » aurait porté le « flambeau de la liberté ». Usage roboratif, elle sert à raviver l'ardeur pour les valeurs aux fondements de la démocratie américaine. Les discours de Thomas Paine sont donc radicalement transformés dans leur portée. A la différence de la « crise » de « notre temps » comme incertitude dernière exigeant une critique permanente des fondements de la démocratie, consubstantielle aux démocraties et sans délimitation temporelle, puisqu'elle en est, pour ainsi dire, la condition de possibilité, la « crise » évoquée par Obama - financière, militaire, environnementale – est une « mise à l'épreuve » passagère et circonstanciée de la démocratie américaine, un moment décisif, où le défi consiste à affronter ces menaces sans déroger aux principes mêmes qu'elles remettent en cause. Mais, dans son discours, le transfert de

<sup>16</sup> « Le discours d'investiture de Barack Obama », publié dans *Le monde*, 21 janvier 2009



l'acceptation militaire du « péril imminent » à d'autres domaines – économique, écologique, politique – entraîne un effet de fascination politique et de confusion sémantique peut-être destiné à entretenir la « mobilisation » des citoyens en faveur d'un certain nombre de « sacrifices ». Mais, alors que le péril imminent auquel se référait Thomas Paine était une circonstance passagère du politique, il devient dans ce type de discours la *condition même* de l'agir politique, comme si l'urgence en était le lieu de déploiement naturel. Mais le paradoxe réside précisément dans la conjonction d'un appel à une action soudaine et instinctive, propre aux moments d'urgence, et l'exigence de responsabilité et de réflexivité qui est le propre de l'action politique. Et, à la lumière de ce paradoxe, il devient délicat de déterminer si le motif du *péril imminent* est une ressource ou une limite de la démocratie. Et l'usage roboratif du péril imminent, limité à des moments fondateurs ou à des convulsions passagères, semble alors pouvoir se métamorphoser en une arme décisive pour en saper définitivement la stabilité.

On retrouve dans ces discours l'idée de moment critique au cours duquel le destin d'une communauté politique est mis en question, comme s'il se trouvait à la croisée des chemins qui mènent d'un côté à la fondation durable de la liberté, de l'autre au dépérissement et à l'obscurité. Les accents bibliques omniprésents dans les discours d'Obama, et, *a fortiori*, de Thomas Paine, fondent un discours de la crise comme mise à l'épreuve de la démocratie, comme défi lancé à l'humanité, comme manifestation même de la liberté. L'horizon des « générations futures », point d'orgue du discours d'investiture, a précisément pour fonction de limiter *a contrario* le moment de la crise à un « instant présent ». La crise ne serait dès lors plus entendue comme un attribut essentiel de la démocratie – prenant alors le sens de critique permanente, comme chez Lefort – mais comme un moment passager, paradoxalement fondateur de la liberté, ou plutôt, moment de mise à l'épreuve des fondements mêmes de la démocratie. Mais cet horizon n'en reste pas moins étrangement fascinant et laisse penser qu'il constitue en réalité un prolongement indéfini d'une éternelle fragilité consubstantielle à la démocratie. Et on pourrait s'interroger sérieusement sur le type de passions démocratiques engendrées par cette rhétorique de la crise comme péril imminent. Entre la crainte et l'espérance, la « sublime terreur » entretenue par la rhétorique de la crise imminente serait-elle le ressort caché des démocraties contemporaines ? Peut-elle être véritablement compatible avec la critique permanente de leurs fondements sans laquelle il serait impossible d'en conjurer la stupéfiante efficacité ? Ne faut-il pas tempérer l'évidente mais dangereuse nécessité que déploie le gouvernement pour justifier des lois d'exception par une mise à distance des passions immédiates et une confrontation permanente des perspectives, dont la possibilité réside dans l'incertitude dernière de notre monde ? Ce serait un moyen d'apprécier la réalité de la crise de notre temps et de dégager à partir du lieu commun qu'est devenu le péril imminent une catégorie de l'action politique qui « entretienne le désir de liberté au milieu des orages ».